Sylvie Bernay, L'Église de France face à la
persécution des Juifs, 1940-1944, Paris, CNRS
Éditions, 2012, 528 p.

Nina Valbousquet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7826>

DOI : 10.4000/cdlm.7826

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 333-337

ISBN : 978-2-914-561-70-9

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Nina Valbousquet, « Sylvie Bernay, L'Église de France face à la persécution des Juifs, 1940-1944, Paris, CNRS Éditions, 2012, 528 p. », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7826> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7826>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Sylvie Bernay, L'Église de France face à la persécution des Juifs, 1940-1944, Paris, CNRS Éditions, 2012, 528 p.

Nina Valbousquet

- 1 La position de l'Église face à la Shoah reste encore à approfondir, notamment son possible rôle dans la survie de 75 % des Juifs présents en France à la fin de 1940. Partant de ce questionnement initial, l'ouvrage de Sylvie Bernay, issu d'une thèse dirigée par Catherine Nicault, entend combler ce manque historiographique surprenant. Si la responsabilité de Vichy dans la déportation de 76 000 Juifs de France, de même que les relations de l'épiscopat avec ce régime (analysé dans le sens d'un maréchalisme) ont déjà été établies, ces deux questions ont rarement été reliées entre elles. Une telle étude est désormais envisageable sous un angle différent grâce aux recherches menées sur les pratiques de sauvetage, sur l'opinion publique et sur la résistance civile (notamment celles de Pierre Laborie et Jacques Sémelin).
- 2 Dans cette perspective renouvelée, Sylvie Bernay interroge les possibles liens de causalité entre le retournement de l'opinion publique en 1942, les protestations de l'épiscopat, le ralentissement des convois de déportation et les pratiques de sauvetages. L'auteur démontre que les protestations de certains évêques – en particulier celle de Mgr Gerlier, archevêque de Lyon – contre les rafles et déportations de l'été 1942 ont influencé les dirigeants de Vichy (Laval, Bousquet). Ces derniers en ont tenu compte dans leurs pourparlers avec les autorités allemandes, insistant sur les difficultés à maintenir l'ordre public et sur l'opportunité d'une pause dans les déportations (septembre 1942). À partir de sources inédites, l'ouvrage de Sylvie Bernay apporte ainsi une nouvelle contribution à la compréhension de cette période. Mais si l'Église joue un rôle certain, il n'en reste pas moins que l'évolution de l'opinion publique et des politiques d'occupation dépend d'une convergence de facteurs multiples ; un éclairage

concentré sur la position de l'Église ne peut évidemment pas expliquer à lui seul le tableau complexe de cette période.

- 3 La recherche conduite par Sylvie Bernay ne se limite pas à un angle particulier, mais offre des éclairages complémentaires à la fois sur les sauvetages et sur la position de l'épiscopat français. Il ne s'agit pas d'une étude exhaustive des sauvetages à l'échelle nationale, mais bien d'une recherche visant à comprendre les ressorts et interactions à l'intérieur d'un ensemble hétérogène : l'Église de France pendant la guerre.
- 4 Cette vue globale s'appuie sur un croisement des sources : presse juive et catholique (*Les Semaines religieuses*), archives privées catholiques (fonds des congrégations religieuses, notamment Notre-Dame-de-Sion, unique congrégation en charge d'une mission envers les Juifs) et archives privées juives. Parmi ces dernières, notons les fonds du Consistoire central israélite, conservés à l'Alliance Israélite Universelle (AIU), instance représentative du culte juif auprès de Vichy et repliée à Lyon à partir de mars 1941 avec l'aide du cardinal Gerlier. L'AIU conserve également les archives de l'OSÉ (Œuvre de Secours aux Enfants), une œuvre aidant à cacher des enfants juifs apatrides, notamment dans des institutions catholiques. L'ouvrage croise également différents types d'archives catholiques afin de reconstituer les interactions entre les échelles de la hiérarchie ecclésiale : les archives épiscopales (diocèses de Paris, Toulouse, Lyon, Albi, Cambrai, Nice, parmi d'autres) mais aussi les fonds locaux et romains de certaines congrégations (Jésuites de la Province de France, Pères et frères maristes de Lyon, Dominicains de la province de Toulouse...). Car la question de la position de l'Église face au sort des Juifs implique inévitablement la prise en compte des relations hiérarchiques et d'obéissance, notamment des congrégations de droit diocésain envers l'Ordinaire du lieu. Un tel sujet constitue donc un exemple d'étude des interactions entre obéissance et initiative, autorité et liberté au sein même de l'Église.
- 5 Ce croisement de sources est également voulu dans un objectif de contextualisation aidant à retracer la situation complexe des instances représentant l'Église de France pendant la guerre. En effet, jusqu'à l'invasion de la zone libre en novembre 1942, la ligne de démarcation freine les contacts entre les évêques des deux zones, expliquant en partie les divergences de positions entre les cardinaux Suhard, archevêque de Paris, et Gerlier, archevêque de Lyon. L'archevêque de Paris continue de réunir l'ACA (Assemblée des cardinaux et des archevêques) fondée en 1919 mais il est privé de son rôle traditionnel de représentation auprès du gouvernement français. Dans le même temps, le cardinal Gerlier réunit une conférence épiscopale de la zone libre distincte de la zone occupée. Sylvie Bernay reconstruit ces dissociations et ces difficultés d'identification de l'Église de France. Elle mobilise notamment les fonds du Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF d'Issy-Les-Moulineaux) tels que les comptes-rendus des ACA et des conférences épiscopales qui permettent de mesurer le degré d'information de l'épiscopat face aux persécutions antisémites. L'ouvrage exploite une source précieuse : les fonds de Mgr Chappoulié (CNAEF) nommé délégué de l'épiscopat français auprès du gouvernement de Vichy en novembre 1941 et assurant ainsi une certaine continuité entre les diocèses des deux zones. Ce fonds comprend les entretiens du prélat avec les représentants de Vichy et le maréchal Pétain (le sort des Juifs y est abordé parfois de manière cryptée). À noter néanmoins : les sources sont soumises à un biais quantitatif dépendant de la chronologie de la guerre (elles deviennent plus rares à partir de 1943). De plus, dans le cas des sauvetages, les sources sont avant tout des récits de clandestinité, même si elles sont corroborées ici par un

croisement avec la correspondance épiscopale et les rapports des aumôniers israélites lors des rafles.

- 6 Suivant cet objectif de contextualisation, l'ouvrage s'articule autour de quatre parties selon une ligne chronologique – forcément moins analytique – des différentes phases de la Shoah en France.
- 7 La première partie procède en réalité à un retour en arrière sur les années 1930 (1933-1939 précisément) pour expliquer l'antisémitisme durant la guerre, un choix historiographique déjà présent dans *Vichy et les Juifs* de Michael Marrus et Robert Paxton (1981). Sylvie Bernay retrace la position de l'Église face à l'antisémitisme et au nazisme et s'attache à reconstruire l'émergence d'un front interconfessionnel. Cette période est néanmoins marquée par l'antisémitisme virulent de certains catholiques proches de l'Action française : par exemple, Xavier Vallat, futur dirigeant du Commissariat général aux questions juives créé en mars 1941. Croisant théologie et politique, cette partie se présente comme une synthèse et, pour cette raison, se révèle moins innovante en matière de recherches archivistiques.
- 8 La deuxième partie (automne 1939 - automne 1941) analyse les silences et hésitations de l'Église de France face à la rédaction des deux statuts des Juifs. Animé par l'espoir d'une restauration de la France catholique après les lois de séparation, le cardinal Gerlier apporte son soutien à la Révolution nationale dès l'été 1940. De même, l'idée d'un statut des Juifs est approuvée par la conférence épiscopale de Lyon du 31 août 1940, dans la continuité de la doctrine du « double protectorat ». Comme Étienne Fouilloux l'avait déjà souligné, la hiérarchie ecclésiale ne désapprouve pas le second Statut. Mais des limites à l'État français sont posées – de manière implicite – dans la déclaration épiscopale du 24 juillet 1941 rappelant les droits imprescriptibles de la personne humaine dans la lignée des interventions de Pie XII. Dans la zone Nord, l'occupant allemand exerce une pression sur les autorités ecclésiales et sur le cardinal Suhard (perquisition du siège de l'archevêché de Paris en juillet 1940). La propagande allemande d'une croisade antibolchévique reçoit le soutien du cardinal Baudrillart, provoquant l'incompréhension de certains membres du clergé parisien. Si cette période constitue donc le « temps du repli », elle est aussi une première étape pour l'assistance catholique, notamment dans les camps d'internement, par le biais des œuvres de charité et des congrégations religieuses. Les Filles de la Charité jouent un rôle notable en tant que religieuses affectées au soin et présentes dans les hôpitaux, les camps et les prisons.
- 9 La troisième partie, « le temps des rafles » (automne 1941-automne 1942), enregistre un tournant dans la position de l'Église de France avec l'apparition des premières protestations publiques et officielles. Pour expliquer le caractère dispersé et relatif de ces protestations, Bernay suit ici les propositions de René Rémond appelant à établir des parallèles chronologiques entre les silences, les protestations du pape comme de l'épiscopat français et les informations alors disponibles sur la Solution finale. Bernay insiste sur le contexte de surveillance pesant sur l'Église et sur la peur des représailles. Le silence reste la pratique courante, mais un silence que l'auteur définit comme « réprobateur ». La documentation mobilisée permet de scruter la réflexion interne de l'Église sur ce silence et sur ses propres possibilités d'action. Ainsi dans une note transmise au cardinal Suhard, le cardinal Gerlier souligne la nécessité d'une réaction face à la rafle du 12 décembre 1941 : « il est difficile de se dérober à cette demande car, plus tard, l'opinion reprocherait à l'Église de s'être tue, et d'avoir approuvé par son

silence » (note de l'abbé Rodhain). Craignant des représailles allemandes, le cardinal Suhard privilégie la prudence et l'action de terrain : « le mieux était que le cardinal (Suhard) s'efforçât de développer une action sociale et charitable en faveur des Juifs internés en s'abstenant par ailleurs de toute déclaration publique » (rapport de Mgr Chappoulie du 23 décembre). Face à l'intensification des rafles, alors qu'il s'apprête à émettre une protestation officielle le 16 juillet 1942, le cardinal Suhard y renonce finalement après avoir été rassuré par René Bousquet. Cette tentative de protestation de l'Église a pesé sur la décision de Laval de ne pas séparer enfants et parents juifs dans la déportation.

- 10 Les rafles de l'été 1942 suscitent les premières protestations officielles et explicites, même si seulement cinq évêques dénoncent en chaire les déportations. La protestation la plus notable est certainement celle de Mgr Saliège, archevêque de Toulouse dont la lettre pastorale du 23 août 1942 est lue dans les paroisses et diffusée sous forme de tracts. En s'inspirant de la première encyclique de Pie XII, *Summi Pontificatus* (20 octobre 1939), il insiste sur l'unité du genre humain et sur la prévalence des droits de la personne humaine sur ceux de l'État. À côté de ces protestations sur le sort des Juifs – n'excluant pas nécessairement le maintien de positions maréchalistes – les sauvetages silencieux progressent, facilités par les encouragements de certains Ordinaires. Les directives du cardinal Gerlier permettent l'ouverture des couvents lors de la rafle du 26 août 1942. De même les évêques de Nice, Marseille, Tulle, Annecy, Montauban, Albi, Clermont-Ferrand s'engagent pour cacher les Juifs dans les institutions religieuses. Dans ce contexte, l'attitude du Vatican suit le cadre traditionnel des relations hiérarchiques de l'Église. Ainsi prévaut le principe *Archiepiscopus utatur jure suo* : « l'archevêque se doit d'utiliser sa propre autorité », à savoir que le Saint-Siège ne peut pas se substituer à l'Ordinaire en charge du clergé de chaque diocèse ; l'Ordinaire est considéré comme le plus à même d'évaluer la situation locale et de prendre les mesures qu'il estime adéquates.
- 11 « Le temps des sauvetages » se concentre sur l'augmentation des pratiques de sauvetages face aux déportations (automne 1942 - août 1944). Cette dernière partie souligne les divisions de l'épiscopat français et les différents niveaux d'intervention de l'Église. D'une part, les négociations diplomatiques essaient de dégager des voies de secours pour les Juifs de France persécutés : tentatives pour convaincre la police française de se retirer des rafles, recherche d'informations sur le système de déportation, résistance aux mesures de dénaturalisation, ménagement d'un refuge pour les Juifs en zone italienne. Sur ce dernier point, le nonce apostolique Mgr Valeri, en lien avec Mgr Chappoulie, intervient auprès des autorités italiennes pour qu'elles ne cèdent pas aux pressions allemandes exigeant la mise en place de la législation antisémite française dans leur zone d'occupation. D'autre part, Sylvie Bernay retrace les actions concrètes de terrain et le sauvetage des Juifs par l'intermédiaire des congrégations et œuvres d'assistance. Elle souligne qu'une partie de ces filières de sauvetage repose sur des réseaux mixtes associant les mouvements résistants juifs aux milieux religieux catholiques et/ou protestants. C'est le cas du réseau André, une filière interconfessionnelle implantée à Marseille par Joseph Bass, militant socialiste né en Biélorussie, interné après la campagne de France. Cette filière s'appuie sur les autorités religieuses des synagogues marseillaises, sur des communautés religieuses catholiques cachant les Juifs persécutés (les pères dominicains des couvents de Marseille) et sur les

communes de Haute-Loire de tradition protestante comme refuges et zone de planquage.

- 12 Tenant compte de la structure de l'Église et de son maillage hiérarchique, Sylvie Bernay démontre que ces sauvetages n'auraient pas été possibles sans les autorisations secrètes et les incitations officieuses des Ordinaires, comme c'est le cas avec l'archevêque de Lyon donnant explicitement aux institutions religieuses l'ordre d'accueillir des enfants juifs. C'est en ce sens, avant tout institutionnel, que l'auteur avance le concept de diocèse-refuge, à l'image de l'action de Mgr Rémond, évêque de Nice, visant à protéger les Juifs après le départ des Italiens de leur zone d'occupation. Une notion néanmoins beaucoup plus limitée dans la zone Nord où l'Église craint les mesures de rétorsion et où les sauvetages dépendent des moyens d'action des œuvres d'assistance.
- 13 Les conclusions de l'ouvrage entendent récuser l'idée reçue d'une insensibilité générale de l'Église de France face au sort des Juifs. La recherche menée par Sylvie Bernay cerne les modalités – mais aussi les limites – d'un retournement dans l'attitude de certains membres de l'Église, d'une méfiance initiale à une prise de position en faveur des sauvetages. L'auteur y perçoit le signe d'une évolution de long terme dans les relations judéo-chrétiennes, certains acteurs des sauvetages ayant prolongé le dialogue interreligieux après la guerre comme le père Marie-Benoît. L'analyse ne généralise pas cette évolution comme le souligne le paradoxe contenu dans le sous-titre original de la thèse qui n'a malheureusement pas été conservé pour la version publiée : « entre incompréhension et sauvetages ».
- 14 L'ouvrage tient compte d'une difficulté majeure face à un tel sujet : quelles réalités historiques peut-on restituer pour comprendre l'ensemble hétérogène des 88 diocèses français au-delà de l'étiquette simplificatrice « Église » ? Pour l'auteur, le croisement d'une pluralité de trajectoires et d'acteurs apparaît plus pertinent que les récits édifiants individuels. D'autant plus que selon Sylvie Bernay, les sauvetages et les actions des Justes religieux ne sont pas isolés mais s'inscrivent dans une filière (congréganiste, paroissiale, diocésaine) dont la connaissance est indispensable à la compréhension du sujet. La notion de réseau est ainsi une des clés de lecture mobilisées par l'ouvrage, prenant en compte l'imbrication des échelles et ouvrant des pistes de recherche complémentaires : des études locales à croiser avec les recherches qui seraient rendues possibles par l'ouverture des archives de Pie XII, afin d'éclairer à nouveau le débat sur « les dilemmes et les silences » du pape Pacelli, dont parlait Giovanni Miccoli.

AUTEUR

NINA VALBOUSQUET

Institut d'études politiques de Paris
Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP)